

# Déclaration sur l’honneur en vue de l’obtention d’une aide *de minimis*

Document à remplir par chaque partenaire du projet

Pour octroyer une aide en vertu de la réglementation de minimis, il est nécessaire de tenir compte des autres aides de minimis octroyées à l’entreprise et aux entreprises liées à celle-ci, au cours de l’exercice fiscal en cours mais aussi des deux derniers exercices fiscaux, ainsi que du secteur d’activité.

## Identification et secteur d’activité :

**Nom de l’organisation :**

**Numéro d’entreprise :**

**Secteur d’activités :** veuillez cocher

* secteurs de la pêche, l’aquaculture (en cas de doute, ces activités correspondent aux codes 03 du Code NACE-BEL)
* secteur de la production primaire de produits agricoles (en cas de doutes, ces activités correspondent aux codes 01.1 à 01.5 du Code NACE-BEL)
* Secteur du transport de marchandises par route pour compte d’autrui
* aucun des secteurs mentionnés ci-avant

N.B. : le(s) code(s) NACE de l’entreprise peu(ven)t être obtenu(s) auprès de la Banque-carrefour des entreprises via « BCE public Search », en cliquant [ici](https://kbopub.economie.fgov.be/kbopub-m/home?lang=fr).

**Entreprise liée ou non liée à d’autres entreprises :** veuillez cocher et compléter le/les tableaux si vous êtes concernés

* l’entreprise demandant le subside détient des participations dans d’autres entreprises ou associations d’entreprises de manière telle qu’ensemble, elles peuvent être considérées comme étant une « entreprise unique »[[1]](#footnote-2) : compléter le tableau ci-dessous.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| N° d’entreprise | Dénomination/raison sociale | Forme juridique | Pourcentage du capital (%) |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

* Une ou plusieurs autres entreprises sont liées à l’entreprise demandant le subside suivant l’un des cas de figure suivants :
  1. Elle a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de l’entreprise demandant le subside OU ;
  2. Elle a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l’entreprise demandant le subside OU ;
  3. Elle a le droit d'exercer une influence dominante sur l’entreprise demandant le subside en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci OU;
  4. Elle contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de l’entreprise demandant le subside, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| N° d’entreprise | Dénomination/raison sociale | Forme juridique | cas de figure : a, b, c ou d : pourcentage (%) |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

* Non concerné

## Aides précédemment obtenues et/ou en cours de traitement

L’information doit être complétée pour l’entreprise demandant le subside ainsi que les entreprises liées renseignées au point précédent. L’attestation d’aide *de minimis* reçue par d’autres autorités subsidiantes peut aider à compléter le tableau.

* Aucune aide n’a été obtenue durant les deux derniers exercices fiscaux ou de l’exercice fiscal en cours ou n’est en cours de traitement
* Aides obtenues et/ou en cours de traitement :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Date de la décision d’octroi | Entité bénéficiaire | Règlement de minimis concerné par l’aide | Objet de l’aide | Pouvoir subsidiant | Montant en euros |
|  |  | * Général * Pêche * Agricole * SIEG |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

Total :

## Déclaration sur l’honneur

Je soussigné, …………………………………………. (nom et prénom), représentant légal en tant que ………………………………………………… de l’entité (n° d’entreprise et raison sociale/dénomination) ………………………………………………………………………………, autorisé légalement à engager l’entreprise, atteste sur l’honneur que la liste des renseignements mentionnés ci-dessous est exacte et complète.

Je m’engage à fournir les attestations relatives aux dispositions ci-dessus à la demande de l’administration.

Je suis conscient que si les renseignements transmis par mon entreprise sont inexacts, les aides obtenues sur base de ceux-ci devront être remboursées.

Fait à …………….., le ……………..

Signature,………………………………….

1. Sont notamment visées les entreprises liées en raison de la détention par une entreprise de la majorité des droits de vote ou du droit d’exercer une influence dominante dans le fonctionnement de l’autre entreprise en vertu d’un contrat ou d’une clause des statuts [↑](#footnote-ref-2)